

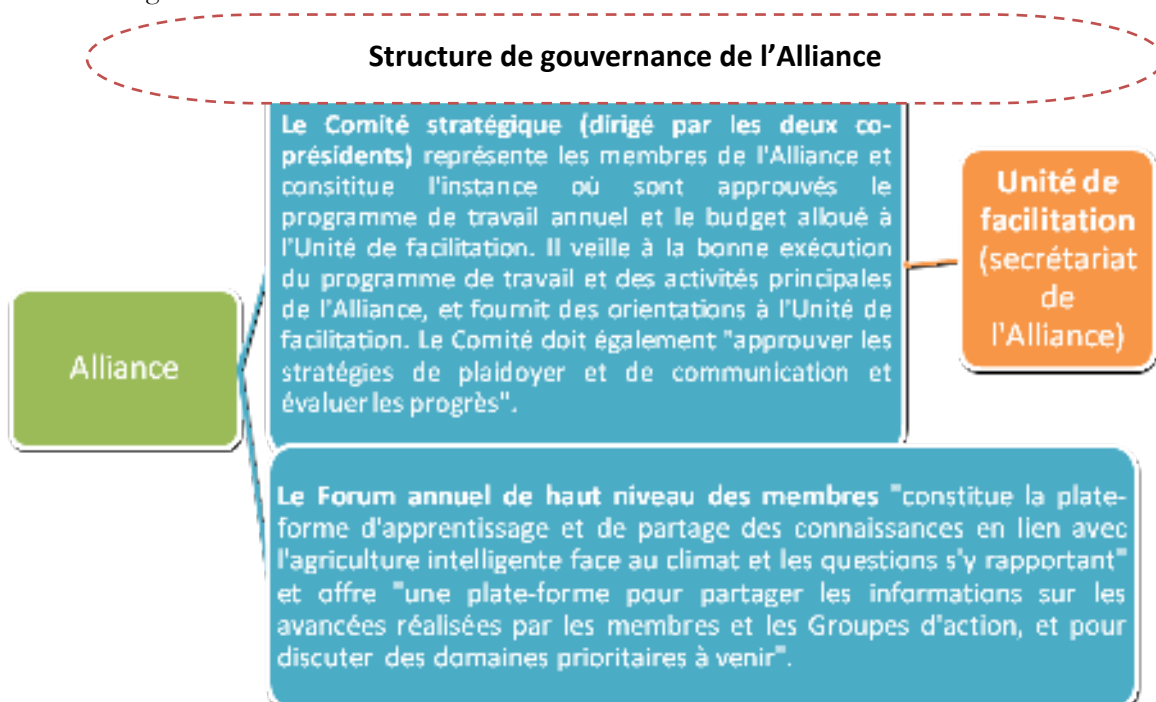
Révolution intelligente face au climat... ou nouvelle ère de blanchiment écologique ?

Note d'information de la CIDSE – mai 2015

Depuis son lancement à l'occasion du Sommet de 2014 sur le climat tenu à New York, l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat (ci-après l'Alliance) n'a cessé de faire l'objet de critiques de la part des organisations de la société civile. Un grand nombre de mouvements sociaux et d'ONG, dont la CIDSE, ont signé une lettre rejetant l'Alliance et dénonçant son impact, et les conséquences de l'approche qu'elle défend, sur le rapport complexe entre politique agricole et politique de lutte contre les changements climatiques. En octobre 2014, la CIDSE a également publié un document de discussion intitulé *L'agriculture intelligente face au climat : les habits neufs de l'empereur ?*, dans lequel elle explique quels sont les problèmes posés par le concept d'agriculture intelligente face au climat et par les défaillances de l'Alliance en matière de sauvegardes, de gouvernance et d'investissement. Dans la présente note d'information, la CIDSE analyse les dernières évolutions concernant l'Alliance et souhaite mettre en lumière les nombreuses inquiétudes que celle-ci suscite.

L'Alliance ne veut ni fixer de critères d'engagement pour ses parties prenantes ni instaurer de mécanismes de responsabilisation

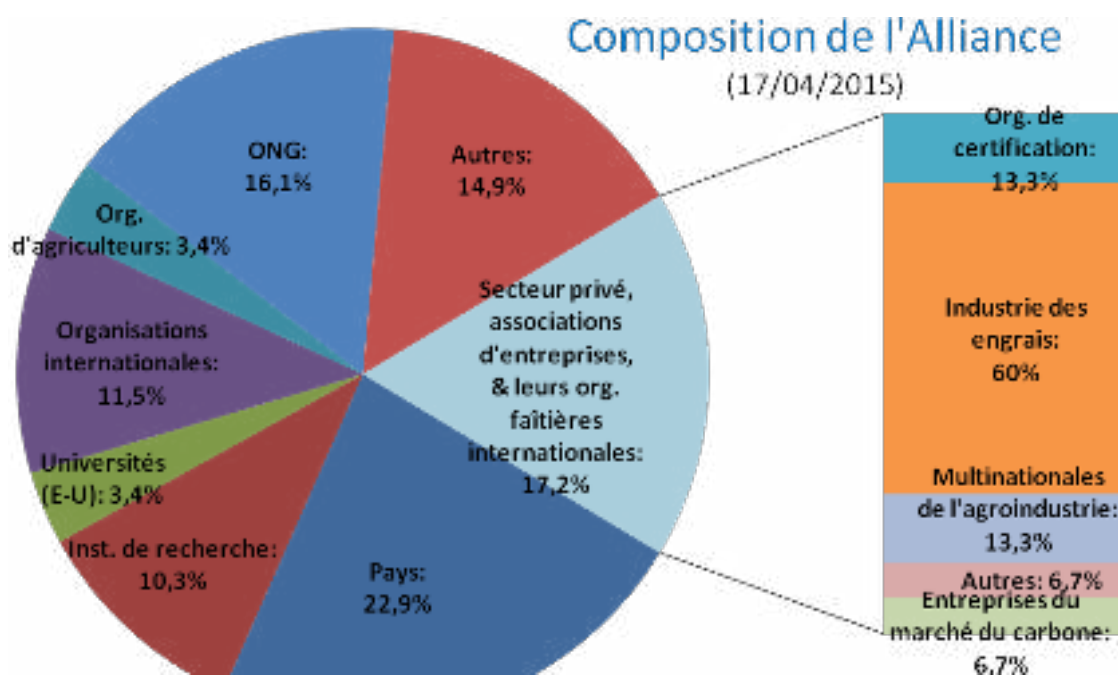
Depuis le lancement de l'Alliance, sa structure de gouvernance constitue l'un des aspects majeurs décriés par les organisations de la société civile, et la CIDSE en particulier. Comme l'ont souligné plus de soixante d'entre elles, en septembre 2014 « [l]a structure de gouvernance de l'Alliance demeure obscure. Il y a un risque significatif (...) que les asymétries de pouvoir qui prévalent ailleurs dans le monde se retrouvent au sein de l'Alliance, et que les agendas des groupes d'intérêts [sic] et des gouvernements les plus riches pèsent davantage que ceux des organisations de la société civile, des petits agriculteurs et des pays en développement. »¹ En réponse à cette critique, l'un des principaux objectifs de la première réunion de l'Alliance, tenue à Rome en décembre 2014, visait à clarifier sa gouvernance. Il fut décidé que 2015 soit l'année de démarrage et de nommer deux co-présidents, Inge Herman Rydland, représentant le gouvernement norvégien, et Martin Bwalya, représentant le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). De plus, un Comité stratégique et une Unité de facilitation furent établis, ainsi que trois Groupes d'action sur les thèmes suivants : connaissances, investissements et conditions propices. Le rôle, la fonction et la composition de ces organes furent précisés ultérieurement, tout comme les règles portant sur la participation et le processus décisionnel. Il fut aussi décidé que les observateurs pourraient assister aux réunions à venir de ces organes. Par ailleurs, un Forum (la réunion annuelle) serait organisé tous les ans pour faire le point sur les travaux menés par les différents groupes et pour donner la possibilité aux membres le souhaitant de présenter leurs projets en matière d'agriculture intelligente face au climat².



Aujourd'hui, l'une des principales défaillances de l'Alliance reste l'absence totale de mécanismes de contrôle et de responsabilisation. À la lecture du rapport de la réunion annuelle de 2014, le message est très clair : « *Les membres ont indiqué que le terme 'reddition de comptes' était trop fort (...). L'autre approche proposée est la présentation de rapports, sur une base volontaire, par les membres de l'Alliance faisant état de leurs expériences et de leurs avancées (« partager » plutôt que « faire rapport de »)* ». Jusqu'à présent, la seule proposition visant à renforcer la responsabilisation a consisté à mettre en place « *une structure claire d'objectifs nationaux/régionaux en phase avec les objectifs au niveau mondial (...), en définissant les rôles précis qui permettent aux membres (potentiels) d'y contribuer* ». L'absence de sauvegardes environnementales et sociales n'est toujours pas résolue et ne fera l'objet d'aucune discussion, du moins pendant l'année de démarrage.

Évolutions dans la composition des membres de l'Alliance

Depuis septembre 2014³, l'Alliance s'est agrandie, le nombre de membres ayant pratiquement doublé (de 46 à 87) ; désormais, elle compte avec vingt pays membres (par rapport aux 14 pays qui l'avaient rejoint au départ en septembre 2014). Cet élargissement s'explique par sa stratégie de diffusion claire et représente d'ailleurs l'un des objectifs clé pour l'année de démarrage, comme l'indique le rapport de la réunion de l'Alliance tenue en décembre 2014. Les États-Unis ont signalé avoir pris contact avec les gouvernements de 193 pays pour les inviter à adhérer à l'Alliance par le biais de leurs ambassades respectives⁴. Mais, bien que l'Alliance soit présentée comme une « coalition volontaire, multi-parties prenantes, menée par les agriculteurs et orientée vers l'action en faveur de l'intégration dans les systèmes agricoles et alimentaires d'approches intelligentes face au climat »⁵, seules trois organisations d'agriculteurs ont officiellement rejoint ses rangs.



a

Gros plan sur le secteur privé

Une analyse de la composition de l'Alliance révèle que les pays constituent la catégorie de membres la plus importante, devant le secteur privé. Quinze entités du secteur privé sont représentées directement ou à travers des associations d'entreprises, des organisations professionnelles et des coalitions internationales. Au total, 60 % des membres appartenant à la catégorie du secteur privé provient de l'industrie des engrais ; le reste regroupe des multinationales de l'agro-industrie et des plates-formes d'entreprises (par ex. DANONE, ou le Conseil mondial des entreprises pour le développement

^a Autres : The Alliance of Religions and Conservation ; CSA Youth Network ; UK-China Sustainable Agriculture Innovation Network ; Youth Millennium Development Ambassadors Initiative ; SNV Netherlands Development Organization ; Réseau pour l'analyse des politiques sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles (FANRPAN) ; Evergreen Agriculture Partnership ; EcoAgriculture ; Bangladesh Institute of ICT in Development ; Forum mondial pour les innovations dans l'agriculture (GFIA) ; Aequator Groen & Ruimte ; Agricultural Model Intercomparison and Improvement Project (AgMIP) ; Global Biotechnology Transfer Foundation. Organisations et associations d'agriculteurs : Association des agriculteurs d'Asie pour le développement durable (AFA) ; Organisation mondiale des agriculteurs (OMA) ; CROPP Cooperative. ONG : Institute of Himalayan Environmental Research and Education ; Africa Partnership on Climate Change Coalition ; World Resources Institute ; Pan African Vision for the Environment ; Organic Consumers Association ; Environmental Defense Fund (EDF) ; Agriculture for Impact (A4I) ; Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ; Central Himalayan Environment Association ; Solutions from the Land ; The Nature Conservancy ; 501 Carbon ; Rainforest Alliance ; Tropenbos International. Organisations internationales : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; Banque mondiale ; Programme alimentaire mondial (PAM) ; Organisation internationale du café (OIC) ; Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) ; Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) ; Centre technique de coopération agricole et rurale (TCA) ; Forum mondial de la recherche agricole (FMRA) ; Association for Agricultural Research Asia Pacific. Universités : Université de l'État du Colorado ; Université du Missouri (National Center for Soybean Biotechnology) ; Université de Californie

durable ou WBCSD, de son sigle anglais), des entreprises du marché du carbone (Carbon Drawdown Solutions) ou de certification. À la lumière de cette analyse, deux aspects liés à la participation du secteur privé au sein de l'Alliance et à son évolution retiennent l'attention :

- Certains intérêts privés sont représentés à plusieurs reprises, soit par le biais d'adhésions directes, soit par l'affiliation à des coalitions d'acteurs du secteur privé. Le poids des acteurs n'ayant que peu d'intérêt à soutenir la transition vers des systèmes alimentaires durables se trouve ainsi renforcé. Mais cela pose également une menace sérieuse quant au développement futur de l'Alliance. Le tableau ci-après identifie les différents liens entre les entreprises de l'industrie des engrais (Haifa Chemicals Ltd., Yara et The Mosaic Company) et les coalitions d'acteurs représentant le secteur privé. Il permet également de discerner les relations qui existent entre les différentes coalitions du secteur privé^b. La colonne de gauche répertorie les acteurs tandis que les croix indiquent la coalition à laquelle chacun appartient. Par exemple, Yara et Haifa Chemicals Ltd. sont toutes deux membres de Fertilizers Europe, mais ce dernier est aussi membre de l'Association internationale de l'industrie des engrais, laquelle représente également Yara, Haifa Chemicals Ltd., The Mosaic Company et le International Plant Nutrition Institute.

Colonnes = acteurs	Fertilizer Institute	Association internationale de l'industrie des engrais	International Plant Nutrition Institute	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)	Fertilizers Europe	Centre international de développement des engrais
Lignes = org. faitières auxquelles ils sont affiliés						
Haifa Chemicals Ltd.		X			X (par ses filiales)	
Yara	X	X	X	X	X	X (partenariat)
The Mosaic Company	X	X	X			
Fertilizers Europe		X				
Fertilizer Institute			X (organisation alliée)		X (organisation alliée)	X (bailleur de fonds)
Association internationale de l'industrie des engrais						X (partenariat)
International Plant Nutrition Institute		X				X (bailleur de fonds)

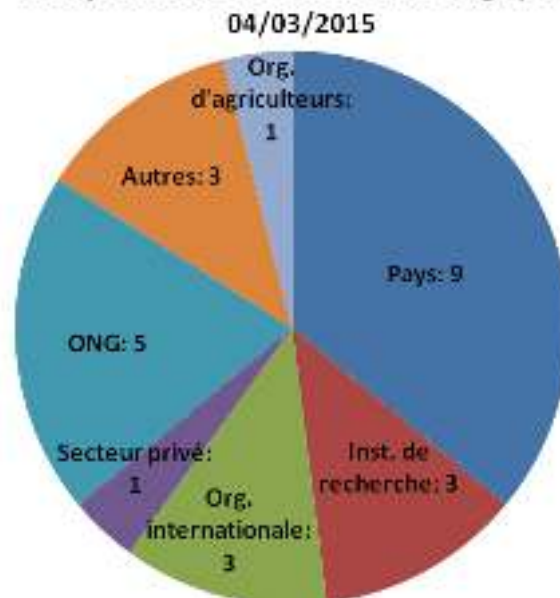
- Deux organismes de certification ont récemment rejoint l'Alliance, Global G.A.P et SCS Global Services, ce qui peut éventuellement aboutir à l'élaboration de normes et d'un label pour l'agriculture intelligente face au climat. Les processus d'audit et de certification que proposent ces deux sociétés ciblent déjà certains produits agricoles et reposent sur des normes volontaires. En plus de ces services, SCS Global Services a aussi créé un label pour les projets de compensation des émissions de carbone, permettant à ces projets de générer des crédits de carbone.

^b **Remarque** : le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable est une organisation de lobbying pilotée par les directeurs exécutifs de grandes multinationales (dont Unilever, BP, BASF, Bayer, Syngenta, Nestlé, Monsanto, Shell, Coca-Cola, entre autres) ; le Centre international de développement des engrais est également financé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Gros plan sur le Comité stratégique

Pour apprécier l'évolution de l'Alliance au cours des derniers mois, il est important d'examiner de plus près ses organes directeurs et notamment le Comité stratégique. Avec actuellement 18 membres, ce comité est en grande partie composé de neuf pays dont 75 % viennent d'Europe (l'Espagne, la France, l'Irlande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse). Les trois autres membres appartenant à cette catégorie sont les États-Unis, l'Union africaine/le NEPAD et le Nigéria. Par conséquent, alors que tous les cas de réussite et les projets présentés par l'Alliance ont pour le moment privilégié les pays en développement, ces mêmes pays jouissent d'une représentation extrêmement faible au niveau de l'organe directeur principal de l'Alliance.

Composition du Comité stratégique



La composition des autres groupes siégeant au Comité en dit long sur sa vision en matière d'agriculture intelligente face au climat. Par exemple :

- Yara (Norvège) [secteur privé] est l'un des plus grands producteurs d'engrais au monde. Selon l'entreprise, puisque les pratiques agricoles intelligentes permettent d'accroître la productivité du secteur agricole, elles peuvent contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)⁶. De plus, Yara a joué un rôle déterminant dans la création de l'initiative *Grow Africa*, lancée par le Forum économique mondial et qui a conduit à la formation de la Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique⁷. Yara est également l'un des chefs de file de la révolution verte en Afrique, dans laquelle l'entreprise entend investir « jusqu'à deux milliards de dollars américains afin de construire un site de production d'engrais de classe mondiale (...) et développer des plates-formes régionales de distribution d'engrais »⁸. Enfin, elle est aussi à l'origine du concept de couloirs de croissance⁹ (cf. la section sur les investissements).
- The Nature Conservancy (E-U) [ONG] est considéré comme l'un des apôtres du blanchiment écologique. Cette ONG est dirigée par Mark Tercek, ancien directeur général chez Goldman Sachs¹⁰, qui a déclaré que « les produits biotechnologiques devraient faire l'objet d'une évaluation minutieuse, culture par culture, et d'une réglementation adéquate. Il serait également intelligent de notre part de nous attacher davantage à mettre la technologie des OGM à disposition des agriculteurs à faible revenu compte tenu des avantages potentiels que les cultures OGM résilientes au changement climatique pourraient apporter au monde en développement »¹¹. L'organisation fait également « partie du United States Climate Action Partnership (...) qui inclut des entreprises comme Shell, Rio Tinto, Dow, Exelon et PepsiCo dans la collection de grands groupes des secteurs énergétique, pharmaceutique et automobile l'ayant rejoint »¹².
- Agriculture 4 Impact (A4I) (R-U) [ONG] est une initiative de plaidoyer indépendante emmenée par le Professeur Sir Gordon Conway (ancien président de la Fondation Rockefeller) jouissant de l'appui de la Fondation Bill & Melinda Gates et œuvrant en faveur de l'intensification durable.
- L'Environmental Defense Fund (EDF) [ONG] est un groupe de défense de l'environnement à but non lucratif basé aux États-Unis qui a été accusé de blanchiment écologique par ses pairs (notamment pour avoir rejoint le Center for Sustainable Shale Development¹³). En 1991, la revue *The Economist* qualifiait l'EDF de « militants écologistes les mieux éclairés d'un point de vue économique dans tous les États-Unis » car les partenariats avec les entreprises constituent la pierre angulaire de la démarche prônée par l'ONG. L'on peut citer à titre d'exemple ses partenariats de longue date) avec McDonalds et Walmart ou sa collaboration avec Dupont et Starbucks.

S'agissant des autres membres du Comité stratégique, deux organisations (décrites plus loin) suscitent également des inquiétudes : le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) [Institut de recherche], qui

travaille sur le biochar (que nous avons identifié comme fausse solution¹⁴), et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) [**Institut de recherche**]. voir ci-dessous

Toutefois, le modèle de production prôné par ces acteurs n'est pas l'unique élément préoccupant du Comité stratégique. En effet, celui-ci n'a pas été en mesure de placer au cœur du processus décisionnels et des négociations politiques les individus les plus concernés par les politiques en matière d'alimentation et de lutte contre le changement climatique (parmi lesquels les producteurs d'aliments à petite échelle et les consommateurs). À ce jour, une seule organisation d'agriculteurs siège au Comité stratégique^c.

L'Alliance ne définit pas ce qu'elle entend par agriculture et pratiques intelligentes face au climat

L'une des faiblesses mises en évidence dans l'une de nos publications antérieures portait sur le fait que l'Alliance ne semblait pas vouloir donner une définition claire des modèles et des pratiques intelligentes face au climat et qu'elle ne souhaitait pas les distinguer des modèles et des pratiques ne relevant pas d'une démarche d'intelligence face au climat. Si les membres de l'Alliance semblent accepter ces critiques et admettre qu'il convient d'y répondre, il est peu probable que cela se produise. La raison tient au fait qu'une telle définition exigerait de la part de l'Alliance de fixer des critères pour ses membres, ce qui risquerait de remettre en cause leurs investissements et leurs projets étiquetés intelligents face au climat. La brochure officielle présentant l'Alliance indique à plusieurs reprises que « l'adhésion à l'Alliance n'induit aucune obligation contraignante et chaque membre décide à titre individuel de la nature de sa participation »¹⁵. Par conséquent, les membres de l'Alliance peuvent avoir des conceptions différentes de l'agriculture intelligente face au climat. S'agissant des instituts de recherche qui y sont affiliés, le courant de pensée dominant la façon de comprendre le concept est évident : en plus du Consortium du CGIAR, le CGIAR (l'une des organisations internationales à l'origine du concept d'agriculture intelligente face au climat) est représenté par le biais de cinq des instituts qui le compose^d. Trois autres instituts de recherche, seulement, ont adhéré à l'Alliance pour le moment : le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE). Établi avec l'aide de la Fondation Rockefeller, le CGIAR est la progéniture de la première révolution verte et il collabore avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA, de son sigle anglais), laquelle a été créée et est soutenue par la Fondation Bill & Melinda Gates ainsi que la Fondation Rockefeller. L'étude intitulée *Agriculture intelligente face au climat : succès des communautés agricoles dans le monde*¹⁶, publiée par le CGIAR, offre un aperçu intéressant des points de vue animant cette organisation.

Les cultures tolérantes aux herbicides [TH] contribuent à la résilience au changement climatique et à son atténuation est l'un des cas de réussite mis en avant dans cette étude. Le rapport affirme que « les cultures TH, par exemple, réduisent la nécessité de labourer et d'autres types de contrôle mécanisé des mauvaises herbes, en diminuant la consommation de carburants jusqu'à 44 % pour le maïs et 60 % pour le soja », ce qui signifie que, dans cet exemple, les coûts énergétiques cachés ont été omis. Ces derniers incluent la mise au point des produits chimiques, le carburant pour les transporter et les machines nécessaires à leur épandage. Il existe d'autres coûts cachés, parmi lesquels la menace sur la résilience des agriculteurs et des systèmes alimentaires ou la très grande dépendance par rapport aux semences et aux herbicides qui doivent être achetés chaque année et qui sont sensibles à la volatilité du marché. L'un des bénéfices supposés de ce type de cultures réside dans le fait que leur utilisation « réduit la quantité de produits chimiques que les agriculteurs doivent administrer ». Néanmoins, nombre d'exemples en Amérique du nord et du sud ont démontré qu'une application répétée d'herbicides sur la même superficie de terre favorisait le développement de plantes adventices résistantes aux herbicides, ce qui en retour entraînait une baisse du rendement, une augmentation du besoin en herbicide ainsi que des coûts des productions¹⁷. Les cultures TH promettent également de réduire le besoin en labour. Malheureusement, pour lutter contre les plantes adventices résistantes aux herbicides, l'une des solutions consiste justement à travailler le sol. Rappelons, en outre, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment classé le glyphosate (la substance la plus largement utilisée dans le monde pour lutter contre les mauvaises herbes) « comme cancérigène probable pour l'homme »¹⁸. Qui plus est, Bob Kremer, chercheur au département américain de l'Agriculture (USDA) et spécialiste de la qualité des sols, a récemment montré que les cultures TH semblent « entraîner des changements nuisibles pour les sols et freiner potentiellement les rendements des plantes génétiquement modifiées que cultivent les agriculteurs », mettant ainsi en évidence le fait que « ce produit chimique pourrait être à l'origine de maladies fongiques s'attaquant aux racines »¹⁹.

Pour d'autres, l'agriculture intelligente face au climat est synonyme d'intensification durable, comme l'illustre le projet développé conjointement par Yara, Syngenta, l'Université d'agriculture Sokoine et l'Université norvégienne pour les sciences de la vie. Il porte sur le Couloir de croissance agricole du sud de la Tanzanie (*Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania* ou SAGCOT) qui s'inscrit dans l'initiative pour Une nouvelle vision de l'agriculture promue par le Forum économique mondial. Ce projet vise à « examiner si l'intensification de l'agriculture au moyen d'intrants agricoles est compatible avec les enjeux de durabilité environnementale et le changement climatique, tout en améliorant la productivité et la rentabilité des exploitations »²⁰. Les « résultats indiquant une augmentation en moyenne des rendements de maïs

^c L'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement durable (AFA)

^d Le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), l'International Center for Tropical Agriculture (CIAT), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et le Centre mondial d'agroforesterie

(multipliés par deux) et de la rentabilité des exploitations (de l'ordre de 50 à 75 %) », la conclusion avancée est que « ce type d'intensification durable réduit la nécessité de déboiser et permet donc d'éviter les émissions de GES »²¹. Mais une telle interprétation du concept d'agriculture intelligente face au climat est pour le moins limitée et se manifeste dans le raisonnement raccourci selon lequel toute augmentation de la productivité a pour effet de diminuer la déforestation et donc d'éviter les émissions de GES. Si l'on suit cette logique, tout ce qui permet d'accroître la production végétale sur une même superficie peut être qualifié d'intelligent face au climat. La productivité étant le cœur de métier de l'industrie des engrais et d'autres acteurs, ceux-ci pourraient donc continuer leurs activités comme si de rien n'était.

Tout ceci démontre que le concept d'agriculture intelligente face au climat varie en fonction des acteurs qui le défendent. D'aucuns pensent qu'il signifie qu'on peut continuer à agir comme si de rien n'était avec une jolie touche de vert en plus, un point de vue dont on peut craindre qu'il ne finisse par s'imposer au regard du profil des acteurs ayant rejoint l'Alliance. Pour d'autres, l'agriculture intelligente face au climat se rapproche un peu plus de l'agroécologie. En effet, au sein de l'Alliance, un petit nombre d'acteurs tente de faire avancer l'agroécologie, à l'exemple de l'Association des agriculteurs d'Asie (AFA) ou du CIRAD, lequel considère que « l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ne pourront se faire qu'avec des techniques (...) reposant sur l'agroécologie »²². Malheureusement, ils ne jouissent pas d'un poids suffisamment fort (cf. le diagramme précédent). Si l'agriculture intelligente face au climat est un concept fourre-tout si mal défini, comment se fait-il qu'elle soit une référence ?

La diplomatie scientifique, un moyen pour généraliser le concept d'agriculture intelligente face au climat

La recherche et les connaissances scientifiques jouent un rôle important au sein de l'Alliance. Outre la mise en valeur des réussites obtenues dans le cadre de projets d'agriculture intelligente face au climat, l'Alliance a établi un Groupe d'action spécifique sur les connaissances, dont le programme de travail est assez politique. Le premier objectif de ce groupe vise à identifier et à combler « les lacunes au niveau des connaissances qui entravent la prise de décisions/la définition de politique en matière d'agriculture intelligente face au climat, leur adoption et mise en œuvre »²³. Le second consiste à veiller à ce que la communauté scientifique impliquée dans l'agriculture intelligente face au climat « se mobilise au-delà de ses frontières naturelles en développant des interfaces avec les parties prenantes et les décideurs politiques et en encourageant la diplomatie scientifique ».

En s'étendant au-delà de l'Alliance, le concept d'agriculture intelligente face au climat se généralise

L'Alliance ne cache pas son ambition de peser sur les processus et les négociations au niveau international. Sur son nouveau site Internet, elle souligne que ses « activités à l'échelle internationale consistent notamment à (...) œuvrer pour que l'agriculture intelligente face au climat soit intégrée au sein des principaux processus internationaux, des textes négociés, des déclarations et des documents de conclusion (...) [.] en transmettant un message fort à l'intention des négociateurs et des décideurs politiques, notre objectif est de garantir que la sécurité alimentaire et les réponses aux défis du changement climatique qu'apporte l'agriculture face au climat soient inscrites en tant que priorités à l'agenda mondial ». L'analyse des actions entreprises par l'Alliance au cours des huit derniers mois révèle l'énergie considérable déployée pour y parvenir :

- L'Alliance a organisé un événement parallèle lors de la **39^e session de la Conférence de la FAO** en juin 2015 afin d'encourager davantage de pays et d'organisations à la rejoindre.
- Dans ses propositions concernant les priorités de travail du **Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)** pour la période 2016-2017, la France a suggéré d'inclure la question des systèmes alimentaires durables au volet des axes principaux de travail et a offert de collaborer avec l'Alliance sur ce sujet. La **42^e session du CSA** (en octobre 2015) va également accueillir « un événement parallèle organisé par l'Alliance ainsi qu'une session spéciale sur la participation des ONG/OSC ».
- Le concept est apparu pour la première fois dans une étude sur le changement climatique réalisée pour le compte du **G7**. Celui-ci a « décidé de mettre en place un groupe de travail et de le charger de l'évaluation des recommandations de l'étude », dont l'une d'elles vise à « fournir l'expertise et la formation techniques relatives aux nouvelles pratiques telles que (...), l'agriculture intelligente face au climat, l'infrastructure intelligente face au climat, et la gestion améliorée de l'eau, de l'énergie et des écosystèmes ». De plus, bon nombre des membres siégeant au Comité stratégique de l'Alliance (10²⁴ sur 18) font également partie de la Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique. Par ailleurs, le SAGCOT, projet phare de la Nouvelle Alliance, semble également susciter une attention considérable chez ces mêmes membres (cf. la section sur les investissements).
- S'agissant de la **Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**, la déclaration de la Conférence scientifique mondiale tenue à Montpellier exprime l'empressement de l'Alliance à faire passer ses messages à la table des négociations préparatoires à la COP21 : « Les conclusions de la présente Déclaration seront transmises aux négociateurs de la CCNUCC lors des rencontres de la COP21 qui auront lieu à Paris en décembre 2015. Les recommandations présentes [sic] devront être discutées et enrichies au cours des différents forums et réunions préparatoires aux négociations de la COP21 »²⁵. Les questions liées à l'agriculture ont toujours été un sujet controversé au sein de la CCNUCC. Les négociations de 2013 ont abouti à un programme de travail de facto pour une durée de deux ans placé sous la direction de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Ce programme s'attache notamment à renforcer la résilience au climat et à

identifier des approches intégrées tenant compte des impacts du changement climatique sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les plans nationaux d'adaptation (PNA) ou dans le cadre des contributions prévues déterminées au niveau national (INDC). C'est donc dans ce contexte que l'Alliance va certainement jouer un rôle majeur en préconisant les solutions offertes par l'agriculture intelligente face au climat. Cette hypothèse s'appuie sur les éléments du Programme d'action Lima-Paris qui a été lancé dans le but de catalyser l'action pour lutter contre le changement climatique, accroître les ambitions avant l'année 2020 et soutenir l'accord de Paris. Toutefois, le défi principal consiste à veiller à la conformité de ces actions volontaires avec les sauvegardes et critères sociaux et environnementaux. De toute évidence, l'Alliance a d'ores et déjà identifié la COP21 comme un rendez-vous majeur où présenter ses travaux. Par conséquent, on a tout lieu de craindre que la terminologie liée à l'agriculture intelligente face au climat entre dans l'accord international grâce au Programme d'action Lima-Paris.

Si l'Alliance est présente au sein du Programme d'action Lima-Paris, elle ne sera pourtant pas la seule initiative du secteur agricole à en faire partie. Le Ministre français de l'agriculture, Stéphane Le Foll, a, en effet, annoncé l'inclusion du nouveau programme « 4 pour 1000 »²⁶ qui vise à augmenter la séquestration du carbone dans les sols et à réduire ainsi les émissions de GES. Bien que le Ministre insiste sur le fait que la meilleure méthode pour capter le carbone et contribuer à la sécurité alimentaire est de développer les pratiques agroécologiques, rien ne garantit que d'autres modèles de séquestration (comme la privatisation de terres à grande échelle par les entreprises) ne soient pas encouragés à travers cette initiative. Cela est évidemment à mettre en parallèle avec le nouvel accord de l'ONU sur les changements climatiques qui sera discuté à Paris et inclura vraisemblablement l'utilisation de vastes étendues de terre pour capter le carbone et atténuer les effets du changement climatique. Certains pays espèrent que le texte convenu portant sur l'« abaissement des émissions nettes à zéro » leur donnera la possibilité de continuer à émettre des GES d'origine industrielle selon les niveaux actuels tout en se servant des pays africains, asiatiques et latino-américains pour compenser ces émissions grâce aux technologies qui utilisent les terres, comme les biocarburants, le biochar et la bioénergie avec piégeage et stockage du carbone. Selon les scénarios scientifiques, jusqu'à six milliards d'hectares de terre seraient nécessaires dans le monde pour atténuer les effets du changement climatique. Il est donc fort probable que les accaparements de terre prennent une ampleur sans précédent en raison des stratégies de lutte contre le changement climatique reposant sur l'utilisation de vastes étendues de terre.

Il est inquiétant de constater comment le concept, relativement nouveau, d'agriculture intelligente face au climat est parvenu à entrer dans tous ces processus internationaux en si peu de temps. Ceci montre clairement à quel point la création d'une Alliance pour aider à diffuser ce concept a été utile. En fait, avant la formation de cette initiative, l'agriculture intelligente face au climat ne figurait pas sur le devant de la scène internationale, bien que des inquiétudes à son sujet aient été exprimées lors de la COP19 en 2013. Au cours de cette conférence, plusieurs organisations, dont La Via Campesina, le plus grand mouvement paysan au monde, publièrent un communiqué de presse alertant sur les problèmes posés par ce concept et sur le fait que la Banque mondiale et les gouvernements hollandais et sud-africain souhaitaient organiser une conférence internationale à Johannesburg pour promouvoir l'agriculture intelligente face au climat et former une nouvelle alliance chargée de la mettre en place²⁷. Cependant, il faut également souligner que le concept d'agroécologie, au cœur des revendications exprimées par les organisations de la société civile et les mouvements sociaux, a été repris et adopté par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, par les dix milles membres qui composent l'Ecology Society of America, par l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (EICSTAD) dans un rapport scientifique et par La Via Campesina²⁸. Ces accomplissements ont été possibles grâce aux efforts et aux travaux menés par les organisations de la société civile au cours des dernières années. Par exemple, le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, adopté par le CSA, reconnaît « le potentiel de l'agroécologie dans l'amélioration du développement durable de l'agriculture et la génération de revenus, ainsi que sa résilience face au changement climatique »²⁹. À la lumière de cette analyse, il est clair que le jeu de pouvoir mené par le secteur privé au sein de l'Alliance lui a permis de se positionner comme la solution aux crises alimentaire et climatique.

L'Alliance ne prévoit pas de contrôler ni d'évaluer les investissements présentés par ses membres

Tel que décrit aux paragraphes précédents, l'agriculture intelligente face au climat est un concept fourre-tout qui ne définit pas de critère précis d'adhésion ou de responsabilisation. Puisque tout acteur intéressé est libre de la rejoindre, que ses membres présentent sur une base volontaire des rapports décrivant leurs actions et qu'ils jouissent d'une latitude totale à propos du type de projets soumis au titre de leurs contributions aux travaux de l'Alliance (lesquelles peuvent être conformes avec seulement un ou deux des trois piliers), comment peut-on évaluer le véritable impact de ces investissements, projets et actions ?

La nature générale du concept a permis à des multinationales, qui ne sont pas affiliées à l'Alliance, de développer leurs propres projets intelligents face au climat : Kellogg's, Walmart et McDonalds se sont tous engagés à donner une plus grande place au sein de leurs chaînes d'approvisionnement respectives aux denrées produites selon des démarches intelligentes face au climat³⁰. Ceci montre que toute entreprise ou toute partie prenante, sans même faire partie de l'Alliance, peut

facilement reprendre l'étiquette d'agriculture intelligente face au climat dans le but de promouvoir ses propres projets, ouvrant ainsi la porte aux stratégies de blanchiment écologique.

La mission du Groupe d'action de l'Alliance sur les investissements suscite de graves inquiétudes. Parmi ses objectifs actuels, ce groupe souhaite :

- « encourager les investissements publics et privés actuels dans l'agriculture à examiner leur compatibilité avec le concept d'agriculture intelligente face au climat », et
- « accompagner la mobilisation des ministères, des institutions, des organisations d'agriculteurs, du secteur privé, des entreprises agro-industrielles (petites et grandes) et d'autres au sein de partenariats multi-parties prenantes ciblant les investissements intelligents face au climat dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, y compris des chaînes d'approvisionnement »³¹.

Plusieurs éléments donnent une idée de la direction dans laquelle l'Alliance peut s'engager. Dans le discours qu'il a prononcé lors du Sommet mondial sur l'agriculture intelligente face au climat, le Vice-président de Yara, Sean de Cleene, a mis en avant l'exemple du SAGCOT en tant que modèle permettant d'en apprendre plus sur les efforts réalisés dans le domaine de la croissance verte : « Je crois que la Tanzanie constitue un bel exemple des actions qui peuvent être menées au niveau national ». Et de poursuivre : « le SAGCOT (couloir de croissance agricole du sud de la Tanzanie) est un partenariat public-privé visant à accroître les investissements du secteur agro-industriel dans l'intérêt des petits producteurs de la région, et, ce faisant, permettant de renforcer la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté en milieu rural et de garantir la durabilité environnementale ». Aussi a-t-il exprimé sa satisfaction de voir la Tanzanie co-présider le Groupe d'action de l'Alliance sur les investissements³².

Ce partenariat, inscrit dans l'initiative *Grow Africa* du Forum économique mondial et dans la Nouvelle Alliance du G8, a suscité de vives critiques. Lancé par Yara lors de l'Assemblée générale de l'ONU en 2008, puis adopté par le Forum économique mondial, « le concept de 'couloirs de croissance agricole en Afrique' est conçu pour favoriser la conversion de millions d'hectares de terre à l'agriculture industrielle desservis par des infrastructures à construire (voies routières et ferroviaires, irrigation, stockage et ports) et placés sous la direction d'entreprises privées (...). Les ports constituent un aspect essentiel pour exporter les produits agricoles (...) et pour importer les ressources de base nécessaires à l'agriculture industrielle, comme les engrais et les machines agricoles »³³. De plus, « une grande partie de l'augmentation promise de la production agricole est destinée à l'exportation » ce qui « crée une situation de dépendance par rapport à l'importation de cultures de base, expose fortement les pays aux fluctuations des cours mondiaux des denrées alimentaires, et peut signifier que de précieuses réserves en devises étrangères soient utilisées dans le but d'acheter des denrées et non pour répondre à d'autres besoins en matière de développement »³⁴. Plusieurs centaines de groupes de producteurs africains et d'organisations de la société civile ont décrié cette initiative « comme une nouvelle vague de colonialisme visant à prendre le contrôle des ressources et des intrants agricoles présents sur le sol africain mais aussi à en extraire les ressources et à les faire sortir, ainsi que les bénéfices dégagés, du continent »³⁵.

Yara n'est pas le seul à voir le potentiel intelligent face au climat qu'offrent de tels projets. Le rapport récemment publié par la FAO *Making economic corridors work for the agricultural sector* (Rendre les couloirs économiques utiles pour le secteur agricole) montre « comment stimuler la croissance rurale, inclusive et durable avec des plans de développement à grande échelle »³⁶. En outre, beaucoup d'acteurs engagés dans le SAGCOT figurent également parmi les membres du Comité stratégique de l'Alliance, comme The Nature Conservancy, USDA (États-Unis), la Banque mondiale, DFID (ministère du développement international, Royaume-Uni), l'Ambassade royale de Norvège (Norvège) ou le CIAT (CGIAR)^e. EcoAgriculture, siégeant lui aussi au Comité, a récemment affirmé que « certains éléments intelligents face climat peuvent être intégrés aux programmes d'investissement agro-industriel »³⁷ citant le SAGCOT en exemple ; le CGIAR et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), pour leur part, se mobilisent également afin de « promouvoir l'adoption à grande échelle de pratiques agricoles intelligentes face au climat adaptées au niveau local »³⁸ à l'intérieur du couloir.

L'Alliance, cheval de Troie du financement climatique ?

L'Alliance cherche bien évidemment à identifier des sources potentielles de financement pour l'agriculture intelligente face au climat. Ceci soulève plusieurs risques puisqu'il est possible de qualifier d'intelligents face au climat des objectifs liés à la gestion durable du foncier, la sécurité alimentaire, l'atténuation ou l'adaptation. De façon générale, les efforts se multiplient pour privilégier une approche reposant sur le marché appliquée au domaine agricole, les programmes de certification, les projets de compensation des émissions de carbone, comme le Programme de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts comprenant le rôle de la conservation, la gestion durable des forêts et l'accroissement des stocks de carbone forestier (REDD+), ainsi que l'intégration du concept dans les plans nationaux, régionaux et nationaux liés à l'adaptation, tels que les PNA (Plan National d'Adaptation) devant être soumis par les pays au titre de la CCNUCC. Parmi les exemples d'investissement reposant sur les marchés volontaires du carbone

^e Le SAGCOT jouit également de l'appui de plusieurs multinationales de l'agro-industrie, comme Diageo, Bayer, Monsanto, Nestlé, SABMiller, Syngenta ou Unilever, lesquelles sont membres du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et/ou de l'une des organisations faitières représentant l'industrie des engrais, elles-mêmes affiliées à l'Alliance.

promus par la FAO en tant que pratique intelligente face au climat, l'on peut citer le projet pilote réalisé dans la province de Qinghai (Chine) pour restaurer des prairies dégradées en raison d'un pâturage excessif et pour lequel la méthodologie standardisée appliquée repose sur l'estimation des transferts de CO₂ entre l'air et le sol³⁹. Or, il est envisagé d'appliquer la même méthodologie dans d'autres régions du monde, encourageant, notamment, les accaparements de terre par les investisseurs internationaux au titre de la compensation des émissions de carbone. Par ailleurs, il convient de souligner que le Groupe d'action de l'Alliance sur les conditions propices a comme objectif l'inclusion systématique « des pratiques agricoles intelligentes face au climat dans les programmes locaux pilotés par la population, les plans nationaux en matière d'investissement et de sécurité alimentaire et les politiques d'aide au développement, y compris les PNA »⁴⁰.

Selon la FAO, les « approches intégrées à l'échelle du paysage » préconisées par l'Alliance peuvent « être inscrites aux activités relevant de différents fonds et mécanismes destinés à réduire les émissions de carbone, comme le Fonds vert pour le climat, le Programme d'activités du Mécanisme pour un développement propre (MDP) ainsi que les mesures d'atténuation adaptées au pays dans ceux en développement »⁴¹. L'agriculture en tant que domaine d'intervention a été énoncée par 59 % des pays ayant préparé des mesures d'atténuation adaptées et par 70 % des pays les moins avancés⁴². Le danger est qu'une part considérable du peu de financement international dédié à l'adaptation au changement climatique (provenant de sources publiques bilatérales ou multilatérales) ne soit plus affectée à l'adaptation, au renforcement de la résilience et à l'atténuation mais redirigée vers de fausses solutions (comme le MDP) dont le lien avec de nombreux cas d'abus de droits humains, d'accaparement de terres et de déplacement de population a été établi⁴³. Ceci s'oppose à ce que la Convention cadre sur les changements climatiques tente de solutionner. Le Fonds d'adaptation, le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) et le Fonds spécial pour les changements climatiques ont été instaurés pour favoriser l'adaptation et le renforcement de la résilience dans les pays les plus touchés dont les populations sont vulnérables et en première ligne. Grâce au Fonds d'adaptation, les entités nationales de mise en œuvre (les ONG locales, par exemple) peuvent accéder directement au financement plutôt que de le recevoir à travers leurs gouvernements nationaux⁴⁴. Concernant le financement au titre du FPMA, 39 % ciblait l'alimentation et l'agriculture⁴⁵, tandis que la quasi-majorité des 18 projets financés par le Fonds d'adaptation portaient, d'une manière ou d'une autre, sur l'agriculture et la sécurité alimentaire⁴⁶. Plus de la moitié des projets financés par le FPMA sont consacrés au renforcement de la résilience en Afrique. On a tout à penser que l'agriculture et la sécurité alimentaire, avec en point de mire les pays africains les moins avancés, resteront la cible principale de toute nouvelle source de financement. Aussi, l'introduction de l'agriculture intelligente face au climat présenterait le risque de détourner les flux financiers de ces priorités en les redirigeant vers un secteur industriel lucratif. Il existe aussi le risque d'entraîner une diminution du financement provenant du secteur privé, que les pays développés souhaitent voir remplacé par un financement public afin d'honorer l'engagement de cent milliards de dollars pris en 2009.

Conclusion

La présente note d'information propose une analyse large et détaillée des évolutions récentes de l'Alliance. Le seul progrès notable concernant sa gouvernance a été réalisé au niveau de la transparence. Cependant, jamais elle ne définira de critères d'adhésion ou de cadre de responsabilisation. Cela exigerait, en effet, d'une part, une définition claire spécifiant ce qui est intelligent face au climat et ce qui ne l'est pas, et, d'autre part, des critères précis pour l'adhésion des membres et les projets qu'ils peuvent présenter. Sa nature générale et l'absence de sauvegardes sociales et environnementales qui la caractérisent font de l'agriculture intelligente face au climat un concept fourre-tout. Ceci confirme les conclusions du document de discussion antérieur traitant de l'agriculture intelligente face au climat : loin de contribuer à une agriculture durable, plus sociale et plus respectueuse de l'environnement, l'Alliance et son marketing politique mettent la sécurité alimentaire, la durabilité et la résilience en péril. L'Alliance, et le concept vide de sens qu'elle promeut, laissent des États, des investisseurs et des entreprises agro-industrielles donner à leurs activités habituelles des faux airs de solution, qui cachent leur nature faible, superficielle et, au final, nuisible, conduisant à un blanchiment écologique de modèles de production agricole indésirables. Ces modèles ont pour but de perpétuer un système alimentaire inefficace et injuste et de poursuivre la marchandisation et la financiarisation de l'agriculture. Si l'Alliance et son concept venaient à être légitimés en tant que meilleure approche pour opérer une transition vers des systèmes alimentaires durables, et qu'ils soient intégrés de façon systématique dans tous les accords et au sein de tous les forums au niveau mondial, cela poserait une menace très grave pour l'avenir de l'alimentation, de l'agriculture et de notre planète.

Au regard du nouvel accord qui devra être signé à la fin de cette année par les dirigeants des pays du monde entier, au terme de la COP21, pour tenter de remédier au chaos associé aux changements climatiques, la CIDSE pensent que les décideurs seraient bien avisés de porter leur attention sur des solutions qui offrent une véritable réponse aux crises alimentaire et climatique. Comme nous l'avons déjà indiqué, nos principales recommandations seraient de :

- développer des politiques qui traitent de façon conjointe les défis en lien avec l'adaptation et l'atténuation, tout en veillant à ce qu'un accent spécifique soit porté sur les besoins en termes d'adaptation des petits producteurs et sur la responsabilité d'atténuation de GES de la part de l'agriculture industrielle
- s'attaquer au problème d'insuffisance des budgets alloués à l'adaptation et en faire une priorité dans le cadre de l'octroi de nouveaux financements publics pour la lutte contre le changement climatique ;

- utiliser le « principe de précaution »^f, tel qu'énoncé à l'article 3.3 de la CCNUCC, en tant que principe directeur pour toute mesure en lien avec le climat dans le domaine de l'agriculture.

Plus généralement, l'accord de 2015 devrait prévoir des actions ambitieuses dans le secteur agricole en fournissant l'aide nécessaire aux pays en développement pour qu'ils mettent en œuvre des stratégies d'adaptation et atteignent les objectifs d'atténuation afin de garantir un développement agricole dont les émissions de GES sont limitées. Ce faisant, il est capital d'éviter les fausses solutions et d'examiner les alternatives existantes, telles que, notamment, les pratiques agroécologiques, les systèmes agricoles à petite échelle, la réduction de la dépendance par rapport aux chaînes d'importation et d'exportation ou le renforcement des marchés locaux et régionaux. Cela vaut également pour les autres processus politiques à l'échelle nationale et internationale traitant de questions en lien avec l'agriculture et le climat. De plus amples informations sur la position de la CIDSE, ses propositions et ses recommandations sont consultables dans deux de ses publications antérieures :

- Agriculture : du problème à la solution – garantir le droit à l'alimentation dans un monde de contraintes climatiques : www.cidse.org/publications/just-food/food-and-climate/agriculture_from_problem_to_solution.html
- « L'agriculture intelligente face au climat » : les habits neufs de l'empereur ? : www.cidse.org/publications/just-food/food-and-climate/csa-the-emperor-s-new-clothes.html

^f « Il incombe aux Parties de prendre des mesures de précaution pour prévoir, prévenir ou atténuer les causes des changements climatiques et en limiter les effets néfastes. Quand il y a risque de perturbations graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour différer l'adoption de telles mesures (...). »

- ¹ Lettre signée par soixante OSC en septembre 2014 <http://www.climatesmartagconcerns.info>
- ² Voir le procès-verbal de la réunion tenue en décembre 2014 (en anglais)
- ³ Voir la liste des membres de départ <http://www.un.org/climatechange/submit/wp-content/uploads/sites/2/2014/09/AGRICULTURE-Action-Plan.pdf> (en anglais)
- ⁴ <http://www.fao.org/3/a-au904e.pdf> (en anglais)
- ⁵ <http://www.fao.org/gacsa/events/details/en/c/284754/> (en anglais)
- ⁶ http://www.yara.com/sustainability/climate_smart_agriculture/high_yields_stop_co2/index.aspx (en anglais)
- ⁷ http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/download/the_new_alliance.pdf (en anglais)
- ⁸ <http://www.usaid.gov/news-information/fact-sheets/more-3-billion-private-sector-investment-new-alliance-food-security-and> (en anglais)
- ⁹ http://www.yara.com/sustainability/how_we_engage/africa_engagement/growth_corridors/index.aspx (en anglais)
- ¹⁰ <http://magazine.wsj.com/hunter/second-chapter/natural-causes/> (en anglais)
- ¹¹ http://www.huffingtonpost.com/mark-tercek/a-new-diet-for-the-planet_b_3189719.html (en anglais)
- ¹² <http://socialistworker.org/2013/09/24/the-truth-about-greenwashing> et <http://www.us-cap.org/> (en anglais)
- ¹³ http://www.washingtonpost.com/national/health-science/environmental-defense-fund-scolded-by-other-green-organizations/2013/05/22/edb93980-c31f-11e2-914f-a7aba60512a7_story.html et http://www.huffingtonpost.com/wenonah-hauter/even-environmental-groups_b_2965751.html (en anglais)
- ¹⁴ http://www.misereor.org/fileadmin/redaktion/MISEREOR_Paper_4_Biochar_final.pdf et http://www.cidse.org/publication/content/publications/just-food/food-and-climate/biochar_a_climate_smart_solution.html (en anglais)
- ¹⁵ <http://www.fao.org/3/a-au980e.pdf> (en anglais)
- ¹⁶ http://publications.cta.int/media/publications/downloads/1754_PDF.pdf
- ¹⁷ Recours accrue aux herbicides : <http://www.enveurope.com/content/24/1/24> and <http://www.beyondpesticides.org/gmos/HerbicideTolerance.php> (en anglais). « À cause des mauvaises herbes résistantes au Roundup (...) les agriculteurs sont obligés de revenir à des techniques plus couteuses qu'ils avaient abandonnées il y a bien longtemps. Cette conséquence menace de défaire l'un des progrès agricole obtenu grâce à la révolution du Roundup : l'agriculture travaillant le sol au minimum » Source : http://www.nytimes.com/2010/05/04/business/energy-environment/04weed.html?pagewanted=all&_r=0 (en anglais). « Les coûts indirects liés à l'utilisation d'herbicides affaiblissent la viabilité économique des cultures génétiquement modifiées pour résister aux herbicides. (...) Une enquête nationale menée par BASF, datant de 2012, relève que 73 pour cent des agriculteurs interrogés avaient constaté une diminution de leurs rendements à cause d'infestations de plantes adventices résistantes aux herbicides. (...) » Source : <http://documents.foodandwaterwatch.org/doc/Superweeds.pdf> (en anglais)
- ¹⁸ <http://www.theguardian.com/environment/2015/mar/21/roundup-cancer-who-glyphosate> (en anglais)
- ¹⁹ <http://www.reuters.com/article/2011/08/12/us-glyphosate-idUSTRE77B58A20110812> (en anglais)
- ²⁰ <http://oeso.nl/vertegenwoordiging.org/binaries/content/assets/postenweb/f/frankrijk/permanente-vertegenwoordiging-oeso-oecd-in-parijs/bijlagen/bijlagen-nov-2014/presentation-sean-de-cleene-yara.pdf> (en anglais)
- ²¹ http://www.yara.com/media/news_archive/pushing_climate_smart_agriculture.aspx (en anglais)
- ²² http://www.liberation.fr/terre/2015/02/20/agriculture-et-climat-une-relation-contre-nature_1206800
- ²³ Termes de référence du Groupe d'action sur les connaissances <http://www.fao.org/3/a-au960e.pdf> (en anglais)
- ²⁴ France, États-Unis, Royaume-Uni, Nigéria, Union africaine/NEPAD, CGIAR, Yara, Banque mondiale, COMESA
- ²⁵ <http://csa2015.cirad.fr/var/csa2015/storage/fckeditor/file/Declaration%20de%20Montpellier%20CSA%202015%20comp.pdf>
- ²⁶ Le Foll veut inscrire l'agro-écologie à « l'agenda des solutions » de la COP21, avril 2015. <http://www.actu-environnement.com/ae/news/agro-ecologie-sol-carbone-solutions-cop21-climat-24425.php4>
- ²⁷ <http://viacampesina.org/fr/index.php/actions-et-nements-mainmenu-26/changements-climatiques-et-agrocarburants-mainmenu-71/864-sommet-climatique-les-paysans-refusent-de-devenir-des-marchands-de-carbone>
- ²⁸ <http://www.soilassociation.org/blogs/latestblog/article/1027/climate-smart-agriculture-or-corporate-greenwash> (en anglais)
- ²⁹ <http://www.cidse.org/publications/just-food/food-governance/global-strategic-framework-manual-for-social-movements-and-csos.html>
- ³⁰ <http://www.un.org/climatechange/submit/wp-content/uploads/sites/2/2014/05/AGRICULTURE-PR.pdf> (en anglais). La majorité de ces engagements ont été annoncés au cours du Sommet de 2014 sur le climat : McDonald's a indiqué l'importance de « l'impact de la collaboration avec la Global Roundtable on Sustainable Beef (GRSB) pour élaborer des principes et des critères conformes avec les principes de l'agriculture intelligente face au climat. Source : <http://news.mcdonalds.com/Corporate/news-stories/2014/McDonald%E2%80%99s-CEO-to-Speak-at-United-Nations-Climate> (en anglais). Kellogg's a annoncé vouloir collaborer avec Walmart pérenniser la riziculture, et qu'ensemble ils souhaitaient qu'elle soit en phase avec l'Alliance. Source : <http://newsroom.kelloggcompany.com/2014-05-06-Kellogg-Company-Collaborates-With-Walmart-On-Commitment-To-Long-Term-Rice-Crop-Sustainability> (en anglais). Walmart prévoit de lancer sa propre plateforme en faveur de l'agriculture intelligente face au climat. Source : <http://news.walmart.com/news-archive/2014/10/06/walmart-announces-new-commitment-to-a-sustainable-food-system-at-global-milestone-meeting> (en anglais)
- ³¹ Termes de référence du Groupe d'action sur les investissements <http://www.fao.org/3/a-au960e.pdf> (en anglais)
- ³² http://www.yara.com/media/news_archive/pushing_climate_smart_agriculture.aspx (en anglais)
- ³³ http://www.econexus.info/sites/econexus/files/African_Agricultural_Growth_Corridors_&_New_Alliance_-_EcoNexus_June_2013.pdf (en anglais)
- ³⁴ http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/a4-briefing_web_march_2014_-_final_0.pdf (en anglais)
- ³⁵ http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/a4-briefing_web_march_2014_-_final_0.pdf (en anglais)
- ³⁶ <http://www.fao.org/news/story/fr/item/280055/icode/>
- ³⁷ <http://www.agricultureandfoodsecurity.com/content/1/1/12> (en anglais)
- ³⁸ <http://ccafs.cgiar.org/blog/simple-yet-comprehensive-climate-smart-agriculture-rapid-appraisal-prioritization-tool/#.VUDvqPBdc6I> (en anglais)
- ³⁹ https://france.attaq.org/IMG/pdf/note_climate-smart.pdf
- ⁴⁰ <http://www.fao.org/3/a-au933e.pdf> (en anglais)
- ⁴¹ <http://www.fao.org/climatechange/29723-0c174581f92a9d71a125c30981e7b42fb.pdf> (en anglais)
- ⁴² L. Bockel, A. Gentien, M. Tinlot et M. Bromhead, *From Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMAs) to low-carbon development in agriculture: NAMAs as a pathway at country level*, EASYPol Module 103, Rome: FAO, 2011. http://www.fao.org/docs/up/easypol/881/nationally_appropriate_mitigation_actions_namas_103en.pdf (en anglais)
- ⁴³ Par ex. : <http://carbonmarketwatch.org/un-approved-hydroelectric-barro-blanco-dam-suspended-over-community-rights-violations/> (en anglais) ; Bajo Aguán : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09557571.2014.961407?journalCode=ccam20> ou <http://www.euractiv.fr/climat-environnement/credits-carbone-et-scandale-sur-news-508073> ; http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Report_DarkerSideofGreen_hirez.pdf (en anglais). Pour consulter d'autres exemples : <http://carbonmarketwatch.org/project-campaigns/> (en anglais et partiellement en français)
- ⁴⁴ S. Nakhouda, A. Caravani et N. Bird et L. Schalatek, *Brief 3: Adaptation Finance*, Climate Finance Fundamentals 3, Washington D.C. et Londres : Heinrich Böll Stiftung North American et Overseas Development Institute, novembre 2011
- ⁴⁵ <http://www.thegef.org/gef/ldcf> (en anglais)
- ⁴⁶ <https://www.adaptation-fund.org/projects-programmes/> (en anglais)



Membres de la CIDSE



La **CIDSE** est une alliance internationale d'agences de développement catholiques. Ses membres s'efforcent d'éradiquer la pauvreté et d'instaurer la justice dans le monde selon une stratégie qui leur est commune. Les actions de plaidoyer de la CIDSE couvrent les domaines suivants: la gouvernance mondiale; les ressources allouées au développement; la justice climatique; l'alimentation, l'agriculture et le commerce durable; ainsi que les entreprises et les droits de l'homme. www.cidse.org

Contacts:

François Delvaux (politique alimentation), CIDSE, [delvaux\(at\)cidse.org](mailto:delvaux(at)cidse.org)
 Giulia Bondi (politique climat), CIDSE, [bondi\(at\)cidse.org](mailto:bondi(at)cidse.org)